**REGION DE SEGOU REPUBLIQUE DU MALI**

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\* \*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

# **CERCLE DE SEGOU UN PEUPLE- UN BUT – UNE FOI**

**\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

# **COMMUNE RURALE DE SAKOÏBA**

**PROGRAMME DE**

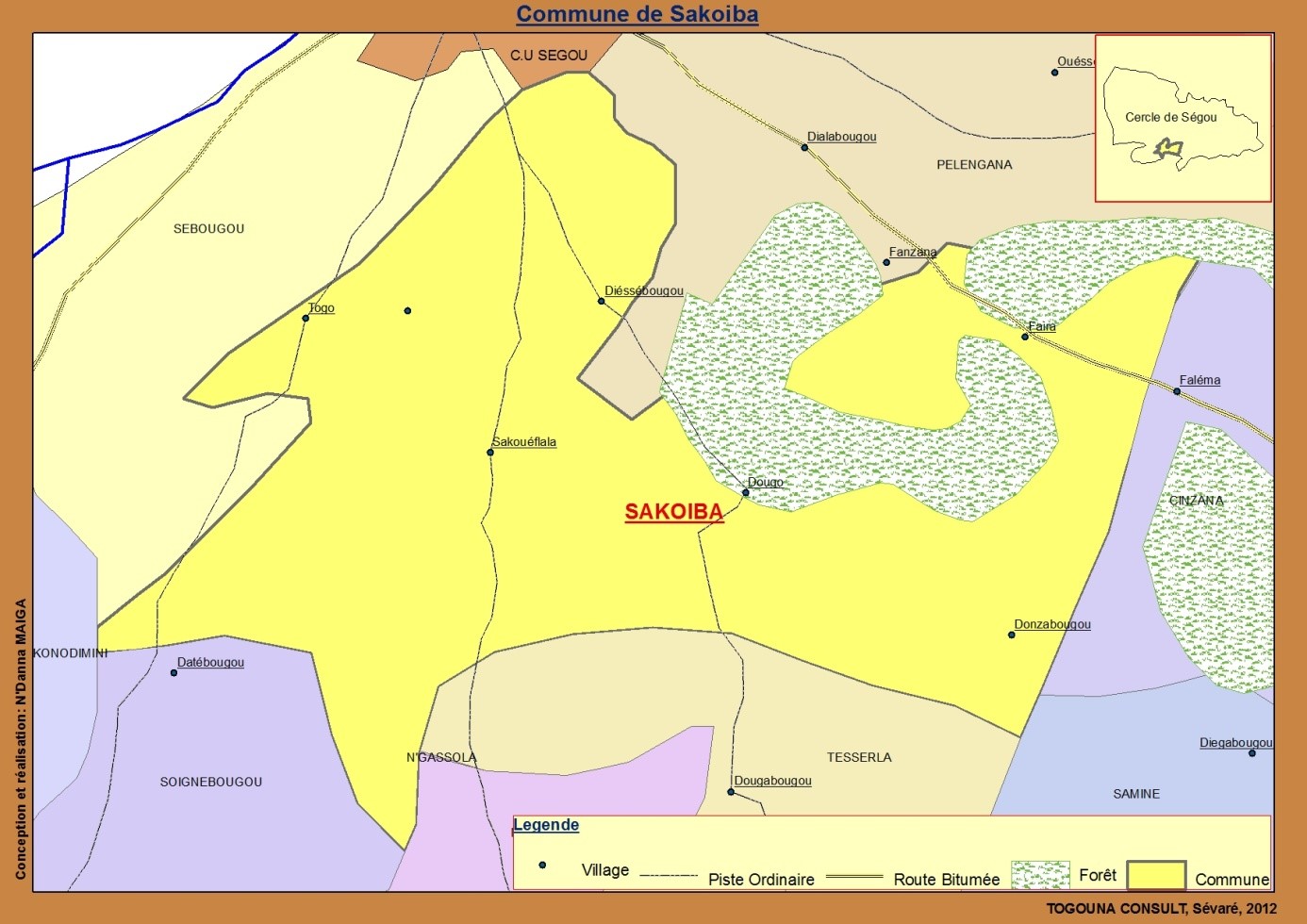
**DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

**SOCIAL ET CULTUREL**

PDESC (2018-2022)

MARS 2018

**Programme d’Appui à la Décentralisation et à La Réforme de L’État**



**« Le PDESC, c’est le cadre d’orientation des actions de développement économique, social et culturel de la commune pour une période donnée. A ce titre, il doit s’énoncer simplement, clairement et dans un format accessible à tous. Le PDESC est un outil de communication pour la commune et pour cela, il doit s’écrire autour de l’essentiel ».**

# Le maire de Sakoïba

Table des matières

1. **Introduction .............................................................................................................. 5**
2. **Méthodologie d’élaboration du plan quinquennal ..................................................... 6**
3. **Présentation de la commune ..................................................................................... 7**
4. **Planification du développement communal ............................................................... 9**

## 4.1 Rappel des résultats du diagnostic participatif .............................................................. 9

4.1.1 Profil général de la commune............................................................................................ 9

4.1.2 Analyse thématique ......................................................................................................... 10

## 4.2 Les orientations du PDESC 2018-2022 en cohérence avec celles de la SDER de Ségou ... 15 4.3 Les objectifs du PDESC (2018-2022)) ............................................................................ 16 4.4 Résultats attendus : .................................................................................................... 18

4.4.1 R.1. Une Stratégie communale de mobilisation de ressources financières est

élaborée et mise en œuvre....................................................................................................... 18

4.4.2 R.2 Les capacités d’adaptation des populations de la commune aux effets des changements climatiques sont renforcées. ........................................................................... 18 4.4.3 R.3 Les producteurs de trois filières au moins sont organisés. ......................... 18 4.4.4 R.4 Les inégalités en lien avec le statut d’handicapé ou d’indigent et les violences basées sur le genre (VBG) sont réduites sur l’ensemble du territoire

communal .................................................................................................................................... 19

4.4.5 R.5 Les rapports entre les services de la commune et les citoyens se sont améliorés 19

4.4.6 R.6 Les services de base en matière d’éducation et de santé se sont

améliorés. .................................................................................................................................... 19

1. **Plan quinquennal 2018- 2022 .................................................................................. 20**
2. **Programme annuelle 2018 ....................................................................................... 24**

**6.1** **Cadre logique ............................................................................................................. 25** **6.2** **Budget indicatif .......................................................................................................... 30**

## 6.3 Approche stratégique de mise en œuvre du PDESC ......................................... 31

6.3.1 Mise en œuvre et système de suivi-évaluation .................................................... 31 6.3.2 3.4 Dispositif de mise en œuvre ............................................................................. 31

6.3.3 Dispositif organisationnel ........................................................................................ 31

6.3.4 Phase opérationnelle ............................................................................................... 33

### 6.4 Dispositif de suivi- évaluation .............................................................................. 35

6.4.1 Suivi et évaluation internes ..................................................................................... 35

6.4.2 La tenue du débat public et l’organisation des restitutions publiques annuelles

36

6.4.3 Evaluation externe .................................................................................................... 37

**7** **Annexes ................................................................................................................ 38**

# 1Introduction

La loi 2017-052 du 2 octobre déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales au Mali, stipule en son article 3 : « les Collectivités territoriales ont pour mission la conception, la programmation, la mise en œuvre et le suivi et évaluation des actions de développement économique, social et culturel d’intérêt régional, local et communal ».

La même idée est reprise dans la loi 2017- 051 portant code des collectivités en son article 22 qui dit en substance que le conseil communal règle par ses délibérations les affaires de la commune, notamment celles relatives au développement économique, social et culturel. Il est cité entre autres domaines à cet effet « les plans et programmes de développement économiques, social et culturel » pour lesquels une délibération du conseil communal est requise.

Le plan de développement économique social et culturel est un document cadre d’orientation des actions de développement de la commune qui tire sa légitimité des dispositions législatives ci-dessus énoncées.

Ce document cadre est centré essentiellement sur des domaines relevant de la compétence de la commune et ayant fait l’objet d’un diagnostic participatif réalisé avec les acteurs de la commune, ayant permis de mettre en exergue le niveau de performance globale de la commune et aussi ce niveau de performance par rapport à certains domaines stratégiques.

Les actions envisagées pour le quinquennat à venir constituent pour la plupart des réponses aux déséquilibres et au faible niveau de performance relevés par les acteurs communaux eux-mêmes.

Le contenu est rigoureusement cohérent avec les politiques et stratégies de développement en cours au niveau de la région de Ségou.

En plus d’être un document de référence pour toute action à entreprendre dans la commune, le PDESC spécifie les programmes sur lesquels les élus se sont engagés au cours de leur mandat et sur lesquels ils sont redevables vis-à-vis des citoyens. Il s’agit donc d’un outil de gestion de la commune mais aussi de convention entre le gouvernant et les citoyens.

En 2021, le PDSEC de la commune rurale de Sakoïba a fait l’objet de révision pour l’insertion des projets d’aménagement d’un petit périmètre maraîcher soumis au Projet d’Appui Régional à l’Initiative pour l’Irrigation au Sahel (PARIIS) pour appui à la réalisation. Cette révision a été réalisée par l’Opérateur d’Appui pour la Planification du Développement Local (OPDL) avec l’accompagnement technique de l’Agence de Développement Régional (ADR) et le Service Local du Planification, de la Statistique de l’Informatique, de l’Aménagement du Territoire et de la Population (SLPSIAP) de Ségou.

# 2Méthodologie d’élaboration du plan quinquennal

Le présent document a été élaboré avec l’appui technique et financier du PADRE à travers GFA-Foranim, partenaire stratégique de la commune.

Les travaux ont été conduits par un Comité de pilotage mis en place à cet effet. Ce comité a été appuyé par un consultant mis à disposition par le partenaire stratégique. Les différentes étapes requises pour l’élaboration d’un tel document ont été rigoureusement observées. Les innovations apportées par l’appui ont permis de gagner du temps et de mieux cerner les problématiques et les pistes d’action

Les principales étapes

**Du 14 au 31 aout 2017 : Formation des comités de pilotage et constitution des groupes thématiques de diagnostic participatif.**

En même temps que le lancement du processus, il a été organisé dans chacune des communes une séance de formation à l’intention des membres du Comité de pilotage pour partager la démarche, les outils et surtout convenir des rôles des uns et des autres. Le Comité de pilotage mis en place pour conduire le processus avec l’appui du consultant, s’est recomposé à la fin de la formation en groupes thématiques chargés notamment de mener dans des cercles plus élargis les activités de diagnostic participatif.

## Du 9 au 19 octobre 2017 : Ateliers de diagnostics participatifs

Le diagnostic participatif comme évoqué plus haut a été calqué sur celui mené dans le cadre de l’élaboration de la SDER par le Conseil Régional. Il a été en plus de la collecte de données statistiques sur la commune orienté sur huit axes :

* La gouvernance,
* Les ressources humaines,
* La sécurité,
* La mobilisation des ressources financières,
* L’offre de services de base,
* La promotion des filières porteuses, • Les effets du changement climatiques,
* L’équité entre les genres.

Quatre groupes ont été constitués pour prendre en charge deux axes thématiques chacun en vue de mesurer avec l’ensemble des participants aux ateliers le niveau de performance de la commune sur chaque axe et de façon globale. Il faut signaler qu’au cours de ce diagnostic participatif, les acteurs sont invités à décrire les forces et les faiblesses de la commune par axe, à déceler les leviers et les goulots d’étranglement qui seront repris plus tard pour ajuster la planification, et aussi les risques, opportunités et menaces sur la commune

## Du 13 au 16 novembre 2017 : Atelier de synthèse et bilan PDESC précédent

Les groupes thématiques sont réunis au cours de ces ateliers pour présenter chacun aux autres les résultats de ses travaux. Ces résultats sont discutés, complétés et validés puis mis ensemble. Dans un deuxième temps, il est fait le bilan du PDESC précédent. En procédant à l’établissement de ce bilan, les acteurs décident des actions non réalisées à reprogrammer.

**Du 1er au 22 décembre 2017 : Définition des orientations stratégiques pour la période 2018-2022.**

Cet atelier a d’abord permis d’apprécier la cohérence des résultats du diagnostic avec les préoccupations retenues dans la SDER de la région. C’est justement par rapport aux orientations contenues dans la SDER que la commune a choisi les siennes tout en les priorisant par rapport à l’acuité du phénomène qui les engendre.

## Du 1er au 17 janvier 2018 : tenue des JICC et ateliers de planification

Les résultats du diagnostic, le bilan du PDESC précédent et les nouvelles orientations sont présentés à un large public représentatif des acteurs de la commune. Après la validation de ces trois documents, il est procédé à la détermination des priorités, les modalités de mise en œuvre des actions retenues ainsi que du système de suivi préconisé.

**Du 1er au 12 février 2018 : Restitution des documents provisoires.**

Le Comité de pilotage a restitué aux populations le document provisoire et a invité le consultant à prendre en charge les propositions d’amélioration faites par les acteurs.

# 3Présentation de la commune

La commune Rurale de Sakoiba est située dans le cercle de Ségou. Elle est limitée :

**♦** Au Nord par la commune urbaine de Ségou ;

**♦** Au Sud et à l’Ouest par la commune rurale de Soignebougou

**♦** A l’Est par la commune rurale de Sébougou ;

**♦** A l’Ouest par la commune rurale de Pélengana et Tesserela.

Elle compte 30 villages qui appartenaient à l’Arrondissement central de Ségou. Distant de 13 Km de la Commune urbaine de Ségou, chef-lieu de Région, elle compte **18 282 Habitants** soient **9060 Hommes** et **9222 Femmes** en **2009** selon les données du **RGPH** (Recensement général de la population et de l’habitat).

## Situation de l’environnement naturel

Située dans la zone sahélienne, la commune de Sakoiba fait partie des communes de l’inter fleuve du cercle de Ségou entre le Bani et le Niger.

La répartition de la végétation est tributaire des outils géomorphologues rencontrés dans la commune. C’est ainsi que :

Sur les terres sablonneuses on rencontre des plantes comme le N’Gunjè, le

N’Gunan, le Wolo etc…

Sur les terres latéritiques on rencontre le M’Peku, le W’Galajiri etc….

Sur les sols argileux on rencontre le Karité, le Néré etc..

Le relief est plat et montagneux par endroit. L’année est divisée en trois périodes climatiques : la saison sèche et froide d’octobre à février, la saison sèche et chaude de mars à juin et la saison pluvieuse de juillet à septembre avec une pluviométrie passable.

Les eaux de surface sont constituées principalement par des mares , le fleuve Niger est situé au Nord de la commune à 14 Km et le Baní au Sud de la commune à 45 Km. Les eaux souterraines sont relativement riches et profondes. Les sols de la commune sont essentiellement argilo-sableux et pierreux dans certains lieux.

Le couvert végétal souffre beaucoup des coupes de bois pour diverses raisons : recherche du bois de chauffe, charbon, feux de brousse, défrichements, etc. Les parcs arborés de karité, jujubier et de Balanzan couvrent plus de 20 % de la superficie de la commune .La faune sauvage est rare voire très rare à l’exception des perdrix, lapins et chacal. La faune halieutique est également en baisse et seule une intensification de l’effort de pêche pendant les périodes de crue exceptionnelle permet aux bozo de la commune de continuer leur activité préférée. Cependant, la plupart d’entre eux ont embrassé une autre activité comme l’agriculture, l’élevage ou le commerce

## Caractéristiques démographiques

La commune de Sakoiba est peuplée de 18282 habitants (RGPH 2009). Les plus peuplés sont : Zogofina, N’goye, Zogofina - wèrè Sakoiba et La population est essentiellement composée de Bambara, Peulh, Marka, Comme ailleurs au Mali, cette population est très jeune. La structure de la population montre un taux de féminité supérieur au taux de masculinité comme dans la plupart des contrées du pays. La migration est forte dans la commune En effet, pendant la saison sèche, les villages sont vidés de leurs populations notamment des jeunes. A cette période, seuls les personnes âgées, les femmes et les enfants résident dans les villages, Toute la population potentiellement active émigre vers les grandes villes (Bamako, Ségou ; Niono, etc.). Les limitrophes du Mali (Côte d’Ivoire..) et rarement en Europe. Ce phénomène se passe chaque année après la culture saisonnière dans la commune.

# 4Planification du développement communal

4.1Rappel des résultats du diagnostic participatif

4.1.1Profil général de la commune

Le diagnostic participatif mené par les acteurs de la commune à permis de dégager un profil général de la collectivité qui en soit est assez révélateur de son niveau de performance et surtout d’attirer l’attention sur ce qui peut être considéré à ce jour comme prioritaire.

0

1

2

3

4

5

Ressources…

Sécurité intérieure

Gouvernance

Ressources…

Services de base

Equité entre les…

Développement…

Filières porteuses

**Profil général de la collectivité**

COTATION

NOTE MAX.

En termes de performances, la commune rurale de Sakoiba est une commune faible. Elle est surtout faible en matière de ressources humaines et très vulnérable aux changements climatiques. Les services sociaux de base sont à niveau très en dessous des espérances. Ceci vaut également pour la promotion des filières économiques et la prise en compte de la dimension genre dans les actions mises en œuvre.

4.1.2Analyse thématique

## 4.1.2.1 Ressources humaines

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Performances de la Collectivité en matière de ressources humaines   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  | |  |  | |  | |  | |  |  | |  |  | |  | |  |   Maximum de point  Dynamiques migratoires  Formation professionnelle  Niveau d'éducation  Structure de la population  0 1 2 3 4 5 | 6 |

Sur le plan des ressources humaines, il ressort de l’analyse du diagnostic participatif et du graphique que la commune est faible. Si sur le plan structurel de la population, les actions à mener pour inverser la situation ne sont pas de l’ordre des compétences de la commune, sur le plan de la formation professionnelle, la commune peut identifier les besoins en renforcement des capacités des acteurs et envisager avec le Conseil Régional compétent pour la formation professionnelle, les mécanismes de la prise en charges desdits besoins.

## 4.1.2.2 Sécurité intérieure

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Performances de la Collectivité sur le plan sécuritaire   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |  | |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |   Maximum de point Impact du contexte sécuritaire national  Mécanismes internes de gestion des conflits  Cohésion sociale au sein de la commune  Conflits intercommunautaires  0 1 2 3 4 5 | 6 |

De façon générale la situation de la sécurité intérieure de la commune rurale est satisfaisante. Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits intra et intercommunautaires fonctionnent. La commune est à l’abri pour l’instant des actions en lien avec le conflit au nord du pays.

## 4.1.2.3 Gouvernance

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Performances de la Collectivité en matière de gouvernance   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  | |  |  | |  |  | |  |  | |  |  | |  |  |   Maximum de point  Fonctionnalité des services de la mairie  Communication entre gouvernants et citoyens (réddition de comptes, information, interpellation)  Organisation de la société civile  Tensions en lien avec les élections communales précédentes  Gouvernance  0 1 2 3 4 5 | 6 |

En matière de gouvernance, le principal blocage demeure la non acceptation de certains villages de leur appartenance à la commune. Ceci constitue une source de tension permanente et favorise l’incivisme en général. Les autorités communales doivent s’inscrire dans une logique de communication, d’information et de sensibilisation intenses pour changer cette situation ou atténuer ses effets. La société civile doit être invitée à mieux s’organiser en vue de participer au processus de prise de décision dans la commune.

## 4.1.2.4 Ressources financières

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Performance de la Collectivité en matière de mobilisation de ressources financières   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  | |  |  | |  |  |  | |  |  |  |   Maximum de point  Intercommunalité  Coopération décentralisée  Apport de la diaspora communale  Mobilisation des ressources budgétaires sur les 5…  0 1 2 3 4 5 | 6 |

Les ressources propres de la commune sont insuffisantes et ne sont que moyennement mobilisées. En matière de coopération décentralisée et d’intercommunalité la commune est à la traine. Il y a également des efforts supplémentaires à faire en matière de coordination de la diaspora et de sa contribution au développement de la commune.

## 4.1.2.5 Equité entre les genres

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Performance de la Collectivité en matière d'équité des genres   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  | |  |  | |  | |  | |  |  | |  |  | |  |  | |  |  |   Maximum de point  Dispositif particulier pour indigents et handicapés  Participation des femmes et des jeunes aux processus de prise de décision  Etat des Violences faites aux femmes (excision, mariage précoce, coups et blessures, humiliations publiques )  Accès express des femmes et des jeunes aux espaces de production aménagés  0 1 2 3 4 5 | 6 |

Il ressort de la matrice d’analyse des forces et des faiblesses de l commune en matière de genre, la nécessité d’entreprendre des actions spécifiques et vigoureuses dans le sens de la diminution des violences faites aux femmes, de leur accès à des espaces de production aménagés. Il y va ainsi pour les jeunes. En collaboration avec les structures étatiques en charge de l’action sociale, les initiatives en cours doivent être poursuivies et renforcées en faveur des personnes en situation de handicap et des indigents.

## 4.1.2.6 Gestion des ressources naturelles et changement climatiques

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Performances de la Collectivitéen matière de GRN et de prise en compte du changement climatique   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  | |  | |  | |  |   Maximum de point  Mesures d'adaptation au changement climatique… Profil climatique (Vulnérabilité au changement climatique)  Niveau d'aménagement et exploitation des ressources…  Disponibilité de ressources naturelles  0 1 2 3 4 5 | 6 |

La commune de Sakoiba est très faible en matière de GRN et d’adaptation aux changements climatiques. Pour les prochaines cinq années, cette thématique doit être au centre des préoccupations de la commune.

## 4.1.2.7 Les filières porteuses

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Performances de la Collectivité en matière d'organisation et de maitrise des filières de production économiques   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  | |  | |  |  | |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  | |  |  |  |   Maximum de point  La question de marché  Filières dans lesquelles la commune a des avantages comparatifs au niveau local et régional  Le niveau d'organisation des filières  Le niveau de maitrise des filières porteuses  0 1 2 3 4 5 | 6 |

Dans la stratégie de développement économique de la région (SDER), le CR de Ségou envisage des actions importantes par rapport à la promotion des filières porteuses. La commune doit saisir cette opportunité pour développer ses filières porteuses.

## 4.1.2.8 Les services de base

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Performances de la Collectivité en matière d'offre de services de base   |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | |  |  |  |  |  | |  |  |  |  |  | |  |  | |  | |  |  | |  |  |  | |  | |  | |  |  |   Maximum de point  Accès à des sources d'Energie  Désenclavement  Equipement et infrastructures agricoles  Hygiène & Assainissement  Hydraulique  Santé  Education  0 1 2 3 4 5 | 6 |

La fourniture des services de base aux populations est la principale raison d’être de la commune. Il s’agit donc d’un chantier continu sur lequel la commune aura toujours des actions à entreprendre. Le graphique montre que la commune n’a pas encore atteint les standards requis dans aucun domaine. La commune fournira de ce fait des efforts complémentaires dans ces domaines pendant les cinq prochaines années. Les actions du PDESC précédent en lien avec cette thématique et qui n’ont pas été réalisées et qui demeurent pertinentes devront être reprises dans cette nouvelle programmation

# 4.2Les orientations du PDESC 2018-2022 en cohérence avec celles de la SDER de Ségou

Dans la SDER 2017-2021, de la région de Ségou, il est écrit que les actions de développement économique seront orientées spécifiquement dans les domaines ci-après :

1. *Augmenter la* ***production des filières agricoles*** *afin de contribuer à la sécurité alimentaire dans la sous-région ;*
2. *Renforcer* ***la résilience des systèmes de production*** *en développant des synergies entre les mesures d’atténuation, les mesures d’adaptation et les modes de production durables ;*
3. *Adapter et* ***intensifier la formation professionnelle*** *et le perfectionnement des agents dans les domaines du secteur primaire ;*
4. ***Améliorer la gouvernance et le dialogue inter acteur*** *au niveau régional autour des enjeux de développement ;*
5. *Entreprendre une communication territoriale sur les atouts et les avantages comparatifs de la région de Ségou*.

Il est également mentionné dans la SDER de Ségou que :

*« Le fondement de la SDER 2017-2021 est donc d’amener l’ensemble des acteurs œuvrant pour le développement de la région de Ségou à inscrire leurs interventions prioritairement dans une ou plusieurs de ces orientations stratégiques. L’animation dans la mise en œuvre de la SDER consistera à signifier ces orientations à tous les acteurs, à s’assurer que ces orientations ont été intégrées dans les plans et programmes d’activités et à observer périodiquement les progrès vers l’atteinte de la vision décrite dans le SRAT ».*

En cohérence avec les orientations de la SDER et conformément aux résultats du diagnostic participatif, les acteurs de Sakoiba se sont fixé les orientations de développement pour les cinq prochaines années comme suit :

* **Une amélioration substantielle du** niveau des ressources financières de la commune
* **Le renforcement par tous les moyens de la** résilience des populations aux effets des changements climatiques
* **L’orientation des** producteurs et des acteurs de développement en général vers les filières économiques porteuses.
* **La réduction des inégalités** et des violences basées sur le genre (VBG)  **L’amélioration de la** gouvernance démocratique au niveau de la commune.
* **L’amélioration de** l’offre de services en matière d’éducation et de santé

Partant de ces orientations en parfaite concordance avec les orientations de la SDER, la commune se donne comme objectifs à atteindre l’amélioration de ses performances par rapport à chaque axe d’orientation. Cet objectif global est décliné en objectifs spécifiques ainsi qu’il suit :

# 4.3Les objectifs du PDESC (2018-2022))

1. **Objectifs spécifiques n°1 :** Améliorer le niveau des ressources financières de la commune
2. **Objectifs spécifiques n°2 :** Appuyer l’introduction de stratégies et de pratiques renforçant la résilience des populations aux effets des changements climatiques
3. **Objectifs spécifiques n°3 :** Orienter les producteurs et les acteurs de développement en général vers les filières économiques porteuses.
4. **Objectifs spécifiques n°4 :** Réduire les inégalités et les violences basées sur le genre (VBG)
5. **Objectifs spécifiques n°5 :** Améliorer la gouvernance démocratique au niveau de la commune. vi. **Objectif spécifique n°6 :** Relever le niveau de l’offre de services en matière d’éducation et de santé.

4.4 Résultats attendus :

4.4.1 **R.1. Une Stratégie communale de mobilisation de ressources financières est élaborée et mise en œuvre** Cette stratégie comportera :

* + - * un essai de maitrise de la matière imposable de la commune ;
      * une intensification de la sensibilisation des citoyens par rapport au sens des impôts et taxes payés par eux ;

## Indicateurs de résultats

Le taux d’augmentation des ressources financières de la commune

Le taux de recouvrement des impôts et taxes

Le volume de ressources financières en provenance de la diaspora

**4.4.2 R.2 Les capacités d’adaptation des populations de la commune aux effets des changements climatiques sont renforcées.**

Les actions précises à entreprendre à cet effet seront conçues, planifiées et mises en œuvre avec l’appui d’une commission thématique regroupant des élus, des représentants des services techniques et des représentants des partenaires techniques et financiers de la commune. Cette commission thématique sera mise en place dès l’adoption du présent document.

## Indicateurs de résultats

Le nombre de mesures d’adaptation intégrées par les populations

Le nombre d’ha de reboisement réalisé

Le nombre de sources d’énergie alternatives promues

**4.4.3 R.3 Les producteurs de trois filières au moins sont organisés.**

Les autorités communales s’enquerront des enseignements et des opportunités existantes au niveau du CR de Ségou pour appuyer les producteurs dans les filières dans lesquelles la commune a une valeur ajoutée.

## Indicateurs

Le nombre de filières dans lesquelles les acteurs sont organisés

Le nombre d’acteurs économiques ayant bénéficié d’une formation professionnelle

**4.4.4 R.4 Les inégalités en lien avec le statut d’handicapé ou d’indigent et les violences basées sur le genre (VBG) sont réduites sur l’ensemble du territoire communal**

## Indicateurs

Le nombre de déclarations d’abandon de l’excision

Le nombre de scolaires (filles) qui terminent le cycle fondamental

Le nombre de personnes en situation de handicap répertoriées et appuyées Le nombre d’actions en faveur des indigents

**4.4.5 R.5 Les rapports entre les services de la commune et les citoyens se sont améliorés**

## Indicateurs

Le niveau de satisfaction des populations par rapport aux services fournis par la mairie

Le nombre d’organisations de la société civile participant aux actions de la mairie (restitution, débat autour du budget, etc.)

**4.4.6 R.6 Les services de base en matière d’éducation et de santé se sont améliorés.**

## Indicateurs

Le nombre de salles de classes supplémentaires construites

L’introduction dans le système éducatif un module sur la sexualité

Le taux de scolarisation

La sécurisation du centre de santé L’équipement du CSCOM en point d’eau.

## 5 Plan quinquennal 2018- 2022

### MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | **Actions à entreprendre** | **Période** | |  |  |  | **Coût estimatif**  **en milliers de FCFA** | **Source de financement** | | |
| 2018 | 2019 | 2020 | **2021** | **2022** | **Commune** | **État** | **Partenaires** |

1

Procéder au recensement exhaustif du

potentiel fiscal de la commune

X

3 500

3 500

**Total**

3 500

3 500

0

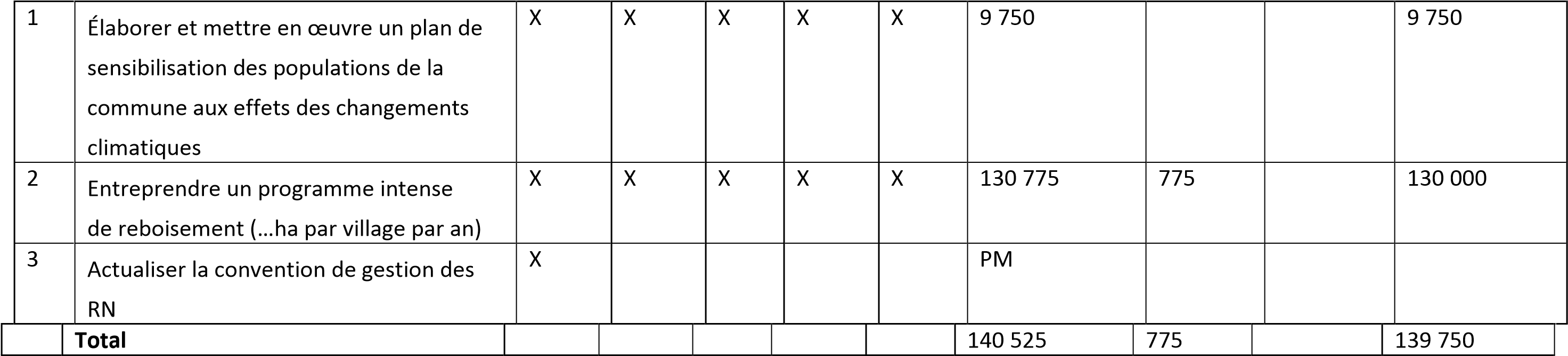
0

### ECONOMIE RURALE

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Actions à entreprendre** | **Période** | | | | | **Coût estimatif en milliers de FCFA** | **Source de financement** | | |
| **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **Commune** | **État** | **Partenaires** |
| 1 | Aménagement d’un petit périmètre maraîcher de 2ha au profit de 929 habitants dont 466 femmes à Kobougou |  |  |  | **X** | **X** | **250 000** | **X** | **X** | **X** |
| 2 | Appui à la mise en place et au renforcement des capacités du comité de gestion au niveau du périmètre maraîcher de Kobougou |  |  |  |  | **X** | **500** |  |  | **X** |
| 3 | Appui à la création et au renforcement des capacités d’au moins une coopérative agricole au niveau du périmètre maraîcher de Kobougou |  |  |  |  | **X** | **500** |  |  | **X** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

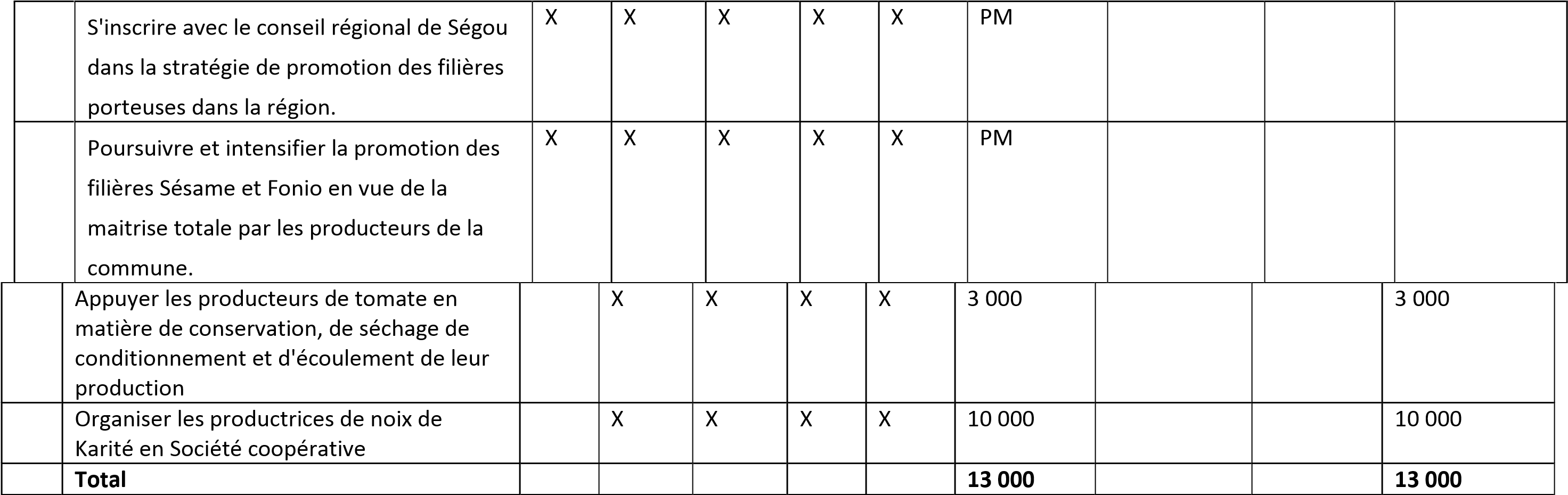
### ADAPTATIONS AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | **Actions à entreprendre** | **Période** | |  |  |  | **Coût estimatif en milliers de FCFA** | **Source de financement** | | |
| 2018 | 2019 | 2020 | **2021** | **2022** | **Commune** | **État** | **Partenaires** |



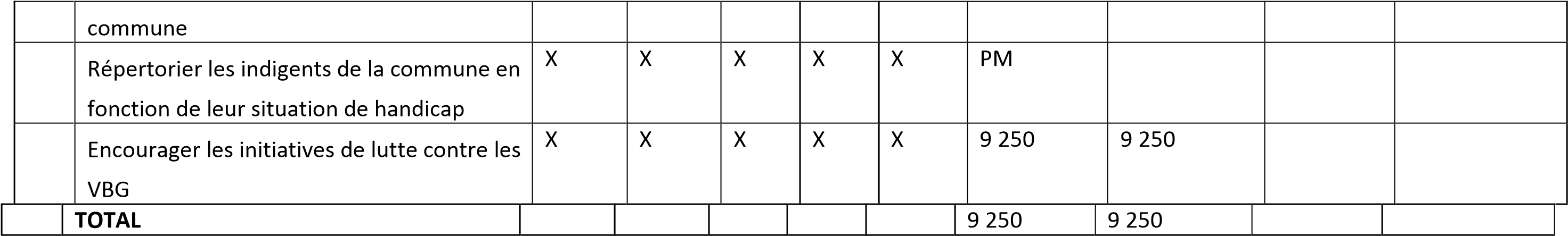
### PROMOTION DES FILIÈRES PORTEUSES

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | **Actions à entreprendre** | **Période** | |  |  |  | **Coût estimatif** | **Source de financement** | | |
| 2018 | 2019 | 2020 | **2021** | **2022** | **Commune** | **État** | **Partenaires** |



### EQUITÉ ENTRE LES GENRES

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | **Actions à entreprendre** | **Période** |  |  | |  | |  | | **Coût estimatif** | | **Source de financement** | | | |
| 2018 | 2019 | 2020 | **2021** | | **2022** | |  | | **Commune** | | **Etat** | **Partenaires** |
|  | Information et sensibilisation des autorités traditionnelles et coutumières au respect du quota de 35% de parcelles aménagés accordé aux femmes et aux jeunes |  |  |  |  | |  | | 200 | | X | |  |  |
|  | Prévoir les mécanismes d'accès des personnes en situation de handicap aux édifices à construire partout dans la | X | X | X | X | | X | | PM | |  | |  |  |

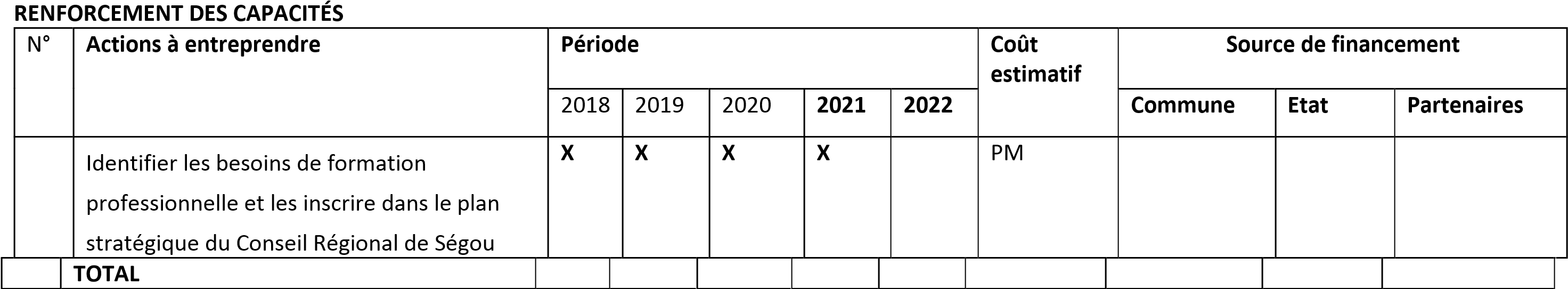


### GOUVERNANCE

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | **Actions à entreprendre** | **Période** | |  |  |  | **Coût estimatif** | **Source de financement** | | |
| 2018 | 2019 | 2020 | **2021** | **2022** | **Commune** | **État** | **Partenaires** |
|  | Entreprendre un vaste programme de sensibilisation, de formation, d'information de communication sur les enjeux de la décentralisation | x | X | X |  |  | 6 000 | 6 000 |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  | **6 000** | **6 000** |  |  |

### SERVICES DE BASE

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | **Actions à entreprendre** | **Période** | |  |  |  | **Coût estimatif** | **Source de financement** | | |
| 2018 | 2019 | 2020 | **2021** | **2022** | **Commune** | **État** | **Partenaires** |
|  | Améliorer l'accès à l'éducation par la construction d'infrastructures  supplémentaires | X | X | X | X | X | 150 000 |  |  | 150 000 |
|  | Relever le taux de scolarisation surtout des filles de 20% | X | X | X | X | X | 5 000 | 5 000 |  |  |
|  | Introduction de l'éducation de la sexualité | X | X | X | X | X | 5 000 | 5 000 |  |  |
|  | dans le système d'enseignement |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Réaliser la clôture et un point d'eau au sein du  CSCOM | X | X |  |  |  | 7 000 | 7 000 |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  | **167 000** | **17 000** |  | **150 000** |



### SECURITÉ ET COHÉSION SOCIALE

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | **Actions à entreprendre** | **Période** | |  |  |  | **Coût estimatif** | **Source de financement** | | |
| 2018 | 2019 | 2020 | **2021** | **2022** | **Commune** | **Etat** | **Partenaires** |
|  | Dynamiser les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits | X | X | X |  |  | 2 500 | 2 500 |  |  |
|  | **TOTAL** |  |  |  |  |  | 2 500 | 2 500 |  |  |

## 6 Programme annuelle 2018

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| N° | **Actions à entreprendre** | **Période** | |  |  | **Coût estimatif** | **Source de financement** | | |
| 1er trim | 2ième trim | 3ième trim | **4ième trim** | **Commune** | **Etat** | **Partenaires** |
|  | Procéder au recensement exhaustif du potentiel fiscal de la commune | X | X | X |  | 3 500 | 3 500 |  |  |
|  | Élaborer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation des populations de la commune aux effets des changements climatiques |  |  | X | X | 2 000 |  |  | 2 000 |
|  | Entreprendre un programme intense de reboisement  (1ha par village par an) | X | X | X | X | 30 000 | 5 000 |  | 25 000 |
|  | Encourager les initiatives de lutte contre les VBG |  | X | X |  | 3 000 | 3 000 |  |  |
|  | Entreprendre un vaste programme de sensibilisation, de formation, d'information de communication sur les enjeux de la décentralisation |  | X | X | X | 2 000 | 2 000 |  |  |
|  | Améliorer l'accès à l'éducation par la construction d'infrastructures supplémentaires |  |  | X | X | 30 000 |  |  | 30 000 |
|  | Relever le taux de scolarisation surtout des filles de 20% |  |  | X |  | 1 000 | 1 000 |  |  |
|  | Introduction de l'éducation de la sexualité dans le système d'enseignement |  |  | X | X | 1 000 | 1 000 |  |  |
|  | Réaliser la clôture et un point d'eau au sein du CSCOM |  |  | X | X | 4 000 | 4 000 |  |  |
|  | Dynamiser les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits |  | X | X | X | 1 500 | 1 500 |  |  |

6.1Cadre logique

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Objectifs /Résultats attendus | Indicateurs de mesure de la performance | Situation de référence | Valeur cible | | | | |  | Source de  vérification |
| 2018 | 2019 | 2020 | | 2021 | 2022 |
| **Objectifs spécifiques n°1 :** Améliorer le niveau des ressources financières de la commune | | | | | | | |  |  |
| R1. **Une Stratégie communale de mobilisation de ressources financières est élaborée et mise en œuvre** | 1.1. Existence d’une stratégie de mobilisation des  ressources financières | Absence de stratégie | Stratégie élaborée | Mise en œuvre | | | |  | Bilan annuel  PDESC |
| 1.2. Le taux d’augmentation des ressources financières de la commune | Niveau des ressources largement en dessous des besoins |  | + 5% | + 5% | +15% | | +20% | Budget communal |
| 1.3. Le taux de recouvrement des impôts et taxes | Taux en dessous de 75% |  | 75% | 80% | 85% | | 90% | Compte administratif du Maire |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | | | | |
| **Objectifs spécifiques n°2 :** Appuyer l’introduction de stratégies et de pratiques renforçant la résilience des populations aux effets des changements climatiques | | | | | | | | |
| R2. **Les capacités d’adaptation des populations de la commune aux effets des changements climatiques sont renforcées.** | 2.1. Le nombre de mesures d’adaptation intégrées par les populations | ND | 3 | 2 | 1 | 1 | 1 | Bilan annuel  PDESC |
| 2.2. Le nombre de bosquets  réalisés | ND | 5 | 15 | 11 |  |  | Bilan PDESC |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs spécifiques n°3 :** Orienter les producteurs et les acteurs de développement en général vers les filières porteuses. | | | | | | | | |
| R.3. **Les producteurs sont organisés et orientés vers les filières porteuses identifiées dans la stratégie de développement du Conseil**  **Régional de Ségou.** | 3.1. Le nombre de filières dans  lesquelles les acteurs sont organisés | ND |  | 2 | 3 |  |  | Bilan PDESC |
| 3.2. Le nombre d’acteurs ayant bénéficié d’une formation  professionnelle | ND | 10 | 30 | 70 | 80 |  | Bilan PDESC |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs spécifiques n°4 :** Réduire les inégalités et les violences basées sur le genre | | |  |  | |  |  |  |
| R.4 . **Les violences basées sur le genre (VBG) sont réduites sur l’ensemble du territoire communal** | 4.1 le nombre d’actions en faveur des indigents | ND | 2 | 2 | 4 | 4 | 4 | Bilan PDESC |
| 4.2. le % de personnes en situation de handicap répertoriées ayant bénéficié d’un appui | ND | +10% | +5% | +5% | +5% |  | Bilan PDESC |
| 4.3. Le nombre de déclaration  d’abandon de l’excision | ND |  | +5 | +3 | +5 | +10 | Bilan PDESC |
| 4.4. Le pourcentage de scolaires (filles) qui terminent le cycle fondamental | ND |  | +10% | +15% | +10% | +5% | Bilan PDESC |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs spécifiques n°5 :** Améliorer la gouvernance démocratique au niveau de la commune | | | | | |  | |  |
| **R.5. Les rapports entre les services de la commune et les citoyens se sont**  **améliorés** | 5.1. Le niveau de satisfaction des populations par rapport aux services fournis par la mairie | ND |  | +15% |  |  | +30% | Bilan PDESC |
| 5.2. Le nombre d’organisations de la société civile participant aux actions de la mairie | ND | Au moins 2 |  | 50% des  OSC enregistrées |  | 80% des OSC | Bilan  PDESC |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs spécifiques n°6 :** Relever le niveau de l’offre de services de base aux populations | | | | | | | |  |  |  |
| **R.6. Les services de base en matière d’éducation et de santé se sont**  **améliorés** | 6.1. | Le nombre de salles de classes  supplémentaires construites | | ND |  | 6 |  | 9 |  | Bilan PDESC |
| 6.2. | L’introduction dans le  système éducatif module sur  sexualité | un la |  | Conception | Enseignement | |  |  | Bilan PDESC |
| 6.3. | Le taux  scolarisation | de |  | +3% | +5% | +10% | +5% | +5% | Bilan PDESC |
| 6.4. | La sécurisation centre de santé | du |  | Réalisation de la clôture | | |  |  | Bilan PDSEC |
| 6.5. | L’équipement du CSCOM en point d’eau. | |  | Réalisation  du point  d’eau |  |  |  |  | Bilan PDESC |

6.2Budget indicatif

|  |  |
| --- | --- |
| **Rubriques** | **Coûts en milliers de francs CFA** |
| Stratégie de mobilisation de ressources financières | 3 500 |
| Adaptation aux effets des changements climatiques | 140 525 |
| Promotion des filières porteuses | 13 000 |
| Amélioration de la gouvernance | 6 000 |
| Services de base | 167 000 |
| Équité entre les genres | 9 250 |
| Mesures pour la consolidation de la paix | 2 500 |
| **TOTAL (sans les PM[[1]](#footnote-1))** | **341 775** |

***6.3 Approche stratégique de mise en œuvre du PDESC***

### 6.3.1 Mise en œuvre et système de suivi-évaluation

L’atteinte des résultats escomptés définis dans le plan est sous la responsabilité du conseil municipal, maître d'ouvrage dans le processus d’élaboration et d’exécution du PDESC. Pour cela, la mise en place d’une organisation conséquente et la mobilisation des ressources humaines et financières indispensables à l'exécution du plan s’avèrent nécessaires.

### 6.3.2 3.4 Dispositif de mise en œuvre

La mise en œuvre du PDESC de Sakoiba doit répondre au même principe qui a guidé son processus d’élaboration, c’est-à-dire, une véritable implication et une participation de tous les acteurs bénéficiaires (la municipalité et les populations) et des partenaires techniques et financiers.

La stratégie initiée s’organise autour des deux (02) grandes phases qui sont :

* La phase organisationnelle qui concerne la promotion du PDESC, l’identification des acteurs et des porteurs de projets, la définition de leurs rôles et la formation des structures porteuses de projets sur les techniques de conduite de projets ;
* La phase opérationnelle qui porte sur la démarche de mise en œuvre des projets.

### 6.3.3 Dispositif organisationnel

Cette phase prépare la mise en œuvre des projets du PDESC en termes de promotion, de mobilisation et d’organisation des acteurs.

#### La promotion du PDESC

La promotion du PDESC se veut une action transversale et permanente tout au long du processus de sa mise en œuvre. Elle a pour objet de mieux faire connaître le document de PDESC et de susciter l’adhésion de toute la communauté et des partenaires dans la matérialisation de ce projet.

Ces activités de promotion, sous-tendues par une forte campagne de communication à l’endroit des communautés à la base, des élus locaux et des partenaires techniques et financiers, se développeront à travers :

≈ Des émissions-débats sur les radios locales en français et en langues locales **(Bamanan, Peuhl, Dogon…) ;** ≈ Des parutions dans la presse écrite ;

≈ La production et la diffusion des dépliants sur le PDESC ;

≈ Une large diffusion de la version résumée du PDESC auprès des partenaires techniques et financiers potentiels.

#### Les acteurs et leurs rôles

La réalisation des projets du PDESC nécessite une parfaite connaissance des acteurs et de leurs rôles. Ainsi, les principaux acteurs, à cette étape du processus de développement local concerté sont les suivants :

* **Les communautés de base.**

Elles se positionnent comme étant la pièce maîtresse de ce processus de développement endogène, en particulier dans la présente étape de réalisation des projets. La bonne exécution des projets du PDESC est fonction du niveau de mobilisation et d’organisation des populations. Afin de favoriser une plus grande participation, l’implication des structures suivantes s’avère nécessaire :

* **Le conseil de village et groupes citoyens .**

Les expériences vécues dans l’exécution de divers PDESC ont montré que la mobilisation des populations autour des projets demandant leur forte implication et leur réelle participation s’avère de plus en plus difficile. C’est en prévision des PDESC et du fait de la baisse progressive de la mobilisation locale, que les groupes citoyens doivent être mis en place.

Ces groupes assureront les tâches suivantes :

* Porter les projets issus du PDESC, particulièrement des actions d’envergure villageoise ;
* Mobiliser et organiser les populations pour leurs contributions physique et financière à la réalisation des projets ;
* Suivre les réalisations des projets au niveau village et rendre compte à la mairie.

 **L’autorité communale :**

Maître d’ouvrage dans la mise en œuvre des projets du PDESC, la commune devra se montrer plus active dans la coordination de l’exécution des projets. Elle se compose :

* Du **conseil communal** : il aura tout au long de cette étape d’exécution du PDESC, un rôle de décision dans la mise en œuvre des projets. Les conseillers dans leurs villages respectifs appuieront les membres du bureau conseil de village dans l’accomplissement de leurs tâches ;
* Des **commissions de travail** : elles sont chargées chacune selon ses compétences d’orienter le conseil municipal pour la prise de décisions dans la mise en œuvre du PDESC ;
* Du **comité technique de suivi du PDESC** : ce comité est composé de quelques membres du conseil communal et des représentants des partenaires techniques et financiers (services techniques de l’Etat, ONG, Projets, Programmes et Associations de développement). Un arrêté du maire viendra en préciser sa composition. Il a pour attributions de suivre et contrôler l’exécution des projets du PDESC et faire le bilan et des propositions d’amélioration dans la conduite des actions dans son ensemble. Il est aussi chargé, d’élaborer et de proposer les programmes annuels au conseil municipal ;
* De **l’administration communale** : elle devra assurer la gestion comptable des fonds d’investissements et le règlement des questions administratives nécessaires à la bonne conduite des projets.

####  L’Etat

A travers ses démembrements techniques dans la commune, l’Etat apportera à la municipalité et aux populations son concours technique dans le montage des dossiers l’exécution de certains projets et le suivi contrôle de leur réalisation.

####  Les partenaires au développement et la coopération décentralisée

Il s’agit des partenaires financiers (ONG, Projets, Programmes et Associations de développement) et des partenaires de jumelage.

Ainsi, il est attendu de tous ces partenaires, des contributions en termes de conseils et d’appuis techniques, d’apports matériel et financier dans l’exécution des projets du plan.

####  Les prestataires de services

L’exécution du PDESC privilégiera le choix des opérateurs du secteur communautaires et/ou privé (ONG, Bureaux d’études, entrepreneurs…) pour la réalisation de diverses activités et infrastructures par dans le cadre de contrats de prestations de services ou de protocoles de collaboration passés avec le Maître d’ouvrage qui est la municipalité. Les prestataires seront sélectionnés sur la base de leurs expériences.

#### La formation des acteurs

La mise en œuvre du plan nécessite un accompagnement des différents acteurs à travers des actions de renforcement des capacités. Pour la mise en œuvre du présent plan, quatre (4) modules de formations sont proposés à l’endroit des acteurs sur les thèmes suivants :

* Module 1 : Technique de passation de marché ;
* Module 2 : Technique de mobilisation et de gestion financière ;
* Module 3 : Technique de montage et de suivi évaluation des projets ;
* Module 4 : Technique de communication et de négociation de financement.

### 6.3.4 Phase opérationnelle

Cette phase a trait à la définition de la démarche d’exécution des projets. Elle se développe à travers trois (03) étapes :

#### Etape de communication et de négociation

Cette étape est l’un des maillons le plus important dans la démarche proposée. La maîtrise de cette étape par la municipalité et le comité de projets pourrait constituer un gage pour l’engagement des partenaires au développement dans le processus de mise en œuvre du PDESC.

Il est préconisé la mise en place d’un cadre de concertation des partenaires au développement de la commune. Ce cadre de rencontre avec les partenaires devrait permettre au conseil Communal :

* D’informer les partenaires sur le contenu du PDESC, les retombées socio-économiques dont bénéficiera la commune, la contribution locale déjà mobilisée ou mobilisable ;
* De persuader chacun des partenaires à se positionner par volet d’activités selon ses axes d’intervention.

Ce cadre de concertation doit être permanent à travers sa formalisation entre les autorités municipales et leurs partenaires.

**Etape de mobilisation des ressources endogènes et exogènes** A ce niveau, trois (03) types de ressources seront distingués :

* La mobilisation des ressources propres des bénéficiaires ;
* La subvention des partenaires ; - Et l’emprunt.

####  La mobilisation des ressources propres des bénéficiaires

Cette option prend en compte les efforts d’investissements physiques (main d’œuvre non qualifiée) de même que la contribution en nature et en espèces. La contribution des bénéficiaires est d’autant plus importante qu’elle témoigne leur dévotion à l’autopromotion et à la gestion durable des investissements.

####  La subvention des partenaires

La subvention pourra porter sur les investissements à rentabilité différée (réalisation des infrastructures sociocommunautaires, gestion des ressources naturelles, et renforcement des capacités).

Le coût élevé des investissements à rentabilité différée et la faible capacité d’investissement de la municipalité associés au niveau de pauvreté de la population militent fortement pour la formule de la subvention.

Cependant, les bénéficiaires se conformeront à la démarche et au code de financement de chaque partenaire qui s’engagera à les accompagner.

####  L’emprunt

Le recours au crédit est nécessaire, voire obligatoire pour le financement de certains projets. Ainsi, la mairie devra développer des stratégies de mise en relation auprès des institutions financières existantes. Ce mode de financement s’intéressera aux investissements à caractère économique.

#### Étape de réalisation et de suivi contrôle des projets

L’étape de réalisation porte sur l’exécution concrète des projets par les prestataires de services. La réalisation des projets nécessite un suivi contrôle minutieux et est de la responsabilité des structures commises à cet effet. Il s’agit des comités sectoriels de projets et du comité technique de suivi et de contrôle du PDESC.

##### 6.4 Dispositif de suivi- évaluation

Le suivi et l’évaluation sont interdépendants et constituent un système unifié.

Le suivi est l’examen et l’observation continus ou périodiques exercés à chaque étape de la hiérarchie d’une activité afin de s’assurer que les livraisons d’intrants, le calendrier des travaux, l’obtention des produits espéré et que les autres actions nécessaires se poursuivent conformément au plan. Le but du suivi est d’assurer une performance effective et efficace du projet et il intervient à la phase de mise en œuvre et d’exécution du projet avant de donner son objectif qui est de tenir informer les différentes instances du déroulement du projet dans toutes ses dimensions(techniques, temps, coût) et son déroulement qui s’effectue à travers la cueillette des données, le traitement des données, la rédaction des rapports d’étapes, l’acheminement des rapports aux instances concernées et la tenue des réunions de suivi du projet aux différents niveaux de gestion.

L’évaluation quant à elle est l’opération qui vise à déterminer de manière la plus systématique et la plus objective possible, la pertinence, l’effet et l’impact des activités au regard de leurs objectifs. Il vise à mesurer les effets (positifs ou négatifs) et l’impact du projet sur les bénéficiaires.

L’activité s’exécutera au niveau interne comme au niveau externe.

### 6.4.1 Suivi et évaluation internes

#### Mise en place d’un comité technique de suivi du Plan (CTSP)

Compte tenu des nombreuses spécificités que contient le plan, la seule compétence du maire ne suffit pas pour suivre sa mise en œuvre. Il a besoin d’une assistance technique performante. C’est ce qui justifie la mise en place du CTSP par une décision.

Il s’agit de l’organe chargé du suivi-évaluation. C’est un organe pluri –disciplinaire qui pour son fonctionnement a besoin d’être léger. Une fois mis en place, ce comité doit réfléchir autour des points suivants sans être exhaustifs :

* La désignation d’un président ;
* L’élaboration d’un code de bonne conduite (un genre règlement intérieur) comportant la périodicité des rencontres, le mode fonctionnement) ;
* L’organisation des rencontres périodiques avec le maire pour connaître la marche des activités du PA ;

#### Rôle du CTSP

* Produire les outils de suivi et évaluation et les rendre disponibles,
* Identifier les acteurs à impliquer dans le mécanisme de suivi/évaluation,
* Organiser et conduire des planifications et les évaluations trimestrielles et annuelles,  Organiser la collecte des informations liées à l’exécution du plan sur le terrain,
* Analyser les données collectées,
* Organiser des ateliers d’échanges entre les acteurs chargés de la mise en œuvre du PA,
* Apprécier les états d’avancement et d’exécution du plan d’action et justifier les écarts,
* Proposer et assurer à temps les réajustements nécessaires,
* Rédiger des rapports d’activités périodiques (trimestrielles, semestrielles et annuelles) adressés au maire et au conseil municipal.
* Le comité de suivi a besoin pour assurer ses tâches, d’un appui indéfectible de toutes les parties prenantes ainsi que des moyens financiers et logistiques appropriés.

### 6.4.2 La tenue du débat public et l’organisation des restitutions publiques annuelles

L’article 245 de la loi n°2017-051 du 02 octobre 2017 portant code des collectivités territoriales

stipule : « Le projet de budget est préparé parl’ordonnateur et soumis au vote de l’organe dél ibérant de la Collectivité territoriale. Le vote du budget est précédé d’un débat public sur le projet de budget.

Pour le budget communal, le débat public est précédé de laconsultation des Conseils de villa ges, de fractions ou de quartiers constituant la Commune »

L’article 288 de la même loi précise : « Le président de l’organe exécutif procède annuellement à la restitution publique de la gestion de la collectivité au titre de l’exercice écoulé.

Cette restitution doit porter sur les points suivants : - le compte administratif de l’année écoulée ;

-l’état d’exécution annuel du Plan de développement

économique social et culturel (PDESC) ; - l’état de fonctionnement des organes et services propres de la collectivité »

A la suite de ces activités et après l’adoption du budget primitif, la commune doit se doter d’un plan annuel de passation des marchés**.** Ce plan se fera sur la base de la programmation et du plan d’investissement. Le Plan Annuel d’Investissement est un document qui résume les investissements plus ou moins sûrs qui seront exécutés au cours de l’année. Le plan annuel de passation des marchés de la commune, est une programmation de l’ensemble de ses besoins exprimés en fonction de leur nature et de leur étendue. Il doit être élaboré par l’Autorité contractante avant le début de l’exécution budgétaire.

Ainsi le dispositif de suivi devrait intégrer les trois instruments : PDEC, Budget et passation des marchés.

PDESC

Budget

Plan de passation

des marchés

•

Programme annuel

•

Plans sectoriels

•

Budget primitif

•

Budget additionnel

•

décisions modificatives

•

Plan annuel de

passation des marchés

Plan annuel de passationdes marchés

Types d'acquisition

choix et procédures

Budget communal

Budget primitif

Budget additionnel et décisions modificatives

PDESC

Programme annuel

Plan annueld'investissement

### 6.4.3 Evaluation externe

Cette évaluation est de deux (02) types :

* Une évaluation à mi-parcours qui interviendra dans le premier trimestre de l’année 2020 ;
* Une évaluation finale dans le dernier trimestre de l’année 2022 pour apprécier le niveau global d’exécution du plan et tirer les leçons et enseignements nécessaires pour sa relecture. Pour ce faire, le conseil municipal devra faire appel à une expertise extérieure à la commune.

Le digramme suivant représente un exemple de dispositif de suivi- évaluation pour le plan quinquennal.

**7 Annexes**

#### Décision CP ;

**Liste des participants pour l’atelier de planification ; Délibération de validation .**

1. PM= pour mémoire. C’est mis pour des activités pour lesquelles il est impossible d’indiquer à ce stade de la planification des coûts même indicatifs. [↑](#footnote-ref-1)